

Nancy, le 13 décembre 2020

Communiqué de presse

Samedi 12 décembre, à l'appel de pas moins de 17 organisations syndicales, politiques, associatives ou collectifs, des centaines de personnes se sont rassemblées en opposition aux mesures sécuritaires décidées par la majorité, notamment la loi "sécurité globale".

Cette mobilisation, organisée en quelques jours à peine témoigne de la forte opposition de la population à ce projet de loi liberticide, dont nous réclamons le retrait total.

Nous dénonçons les contrôles inutiles qui ont été effectués en amont de cette manifestation, avec fouille au corps, relevé et photographie des pièces d'identité.

Par ailleurs, en fin de manifestation, alors que le cortège se trouvait sur le parcours autorisé par la préfecture et avant l'heure de fin prévue de la manifestation, les forces de l'ordre ont repoussé sans ménagement la manifestation pour qu'elle s'achève plus rapidement. Un camarade, membre du syndicat CNT de Moselle, a alors été interpellé et vient d'être libéré à l'heure où nous rédigeons ce texte, après 24h de garde à vue. Il est accusé de "rébellion" alors que tous les témoins présents sur place affirment qu'il n'a opposé aucune résistance à son interpellation.

A nouveau, comme lors des dernières mobilisations nancéennes contre le projet de réforme des retraites, il ne fait aucun doute que tout cela n'a d'autre objectif que de dissuader de participer aux manifestations et d'occuper l'espace public, alors même que la manifestation a été déclarée dans les règles.

L'Union Syndicale SUD-Solidaires 54 exprime toute sa solidarité avec notre camarade et exige l'abandon des charges retenues contre lui.

En outre, nous appelons toutes celles et ceux disposant d'images prises pendant cette manifestation à nous contacter pour qu'elles soient transmises à son avocat.